

## Emmanuel Jousse\*

\* Doctorant à Sciences Po Paris, ATER à l'université de Picardie-Jules Verne e 23 mai 1863, dans la salle du Panthéon de Leipzig, douze délégués représentant onze villes allemandes fondent l'*Allgemeinen Deutschen Arbeiterverein* (ADAV, association générale des travailleurs allemands). L'événement semble anecdotique, même si l'assistance n'est guère moins nombreuse que lors de la fondation d'autres partis socialistes en Europe au XIX<sup>ème</sup> siècle. Il est considéré cependant par la social-démocratie comme son acte fondateur, mettant en scène la personnalité démiurgique de Ferdinand Lassalle, enracinant une organisation qui a traversé – et surmonté – les extrémités du XX<sup>ème</sup> siècle.

Un acte fondateur, justement. Marc Bloch écrivait dans l'Apologie de l'histoire qu'il faut se méfier de l'idole des origines, de « l'obsession embryogénétique » , qui pousse à donner aux phénomènes une date précise. Dans le cas de la social-démocratie allemande, cependant, l'entreprise paraît assez compliquée. Comme le Parti socialiste en France, le SPD est le fruit d'hésitations, de débats et d'inventions qui ont tissé son histoire. Une histoire de faux départs et d'impasses. Il n'existe donc pas à proprement parler de date de fondation pour la social-démocratie allemande, mais trois, au moins, si on limite l'analyse à l'avant 1914. Le 23 mai 1863 est fondé l'ADAV. Le 22 mai 1875, à Gotha, les socialistes allemands divisés décident de s'unir en un seul parti, le Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands, ou SAPD (Parti des travailleurs socialistes d'Allemagne). Du 14 au 20 octobre 1891, au congrès d'Erfurt, le parti qui vient de



1. Marc Bloch, Apologie pour l'histoire ou métier d'historien, Paris, Armand Colin, 1952 (1949), pp. 20-21.

AVERTISSEMENT: La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.



traverser une longue décennie d'interdiction (1878-1890) décide d'adopter un nouveau programme de refondation. Et c'est alors seulement qu'est adoptée la titulature définitive de *Sozialdemokratischen Partei Deutschlands*, ou SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne). D'emblée se pose donc une première question, toute simple : pourquoi 1863 et pas une autre date ? Les raisons sont nombreuses, et il faudra en exposer certaines en expliquant la fondation du parti elle-même.

L'une d'entre elles, et non des moindres, est que cette date éclaire la continuité de la trajectoire suivie par le parti, qui peut se prévaloir d'être l'une des formations politiques les plus durables d'Europe ; ainsi que son antériorité, puisqu'elle précède tous ses homologues. C'est un temps presque fabuleux, au sens littéral, une année avant la fondation de l'Association internationale des travailleurs à Londres, quatre ans avant la publication du premier volume du Capital; la question sociale agite les esprits mais les ouvriers commencent tout juste à s'en saisir pour bouleverser leur condition. Avant la définition du socialisme scientifique, avant même la Commune, la social-démocratie allemande est le grand ancêtre qui a indiqué la voie. Le 23 mai 2013, le SPD célébrera donc son 150ème anniversaire par une cérémonie à laquelle participeront François Hollande et le président de la République fédérale Joachim Gauck. La présence éventuelle d'Angela Merkel marque le destin exceptionnel d'un parti d'abord considéré comme un ennemi de l'Empire, métamorphosé en pilier de l'Allemagne démocratique, fût-ce au prix d'une « intégration négative ».2 Que l'on en juge : en 1878, Otto von Bismarck fait interdire le parti par une loi portant sur les « tendances de la socialdémocratie à mettre la communauté en péril »<sup>3</sup>; le 23 mars 1933, alors que le Reichstag s'apprête à voter les pleins pouvoirs à Adolf Hitler, Otto Wels confesse la fidélité de la social-démocratie « aux principes de l'Etat constitutionnel, de l'égalité des droits et du droit social ». 4 Par ces positions antithétiques, dont la seconde vient d'être commémorée en mars dernier, se dévoile le retournement du parti, écho vibrant du « long chemin » de l'histoire allemande. 5 Le 150 en anniversaire du SPD est donc une commémoration nationale autant que partisane.

<sup>2.</sup> Dieter Groh, Negative Integration und revolutionärer Attentismus : die deutsche Sozialdemokratie am Vorabend des Ersten Weltkrieges, Frankfurt am Main, Propyläen, 1973.

<sup>3.</sup> Cité in Lothar Gall, Bismarck, le révolutionnaire blanc, Paris, Fayard, pp. 604.

<sup>4.</sup> Reichstagsprotokoll, 1933, 2. Sitzung. Donnerstag den 23. März 1933, p. 34.

<sup>5.</sup> Heinrich August Winkler, Der lange Weg nach Westen, Munich, Beck, 2000, 2 vol.



Ce retournement historique a longtemps conféré à la social-démocratie allemande le rôle du « parti-modèle », source d'inspiration pour les socialistes européens. 6 Cette perspective est largement diffusée, puisque le programme d'histoire des terminales L/ES de la rentrée 2012 a fait de la social-démocratie allemande un cas d'école pour étudier le développement du socialisme et du mouvement ouvrier aux XIX eme et XX eme siècles. Il faut cependant constater le décalage entre l'exemplarité historique du SPD et son absence relative dans le débat actuel. L'Allemagne admirée et décriée est celle de la rigueur d'Angela Merkel, beaucoup plus que celle du SPD, en crise depuis huit ans. D'un côté comme de l'autre du Rhin, les positions sont dictées par les échéances électorales, françaises en 2012, allemandes en 2013. Pour le public français se pose ainsi une seconde question, pour déterminer ce que représente l'histoire de la social-démocratie allemande et de sa fondation, et ce qu'elle permet, en miroir, de comprendre du socialisme français.

# Vers l'expression politique des revendications ouvrières (années 1830-1861)

Comme dans d'autres pays d'Europe, le mouvement ouvrier allemand est issu de la révolution industrielle balbutiante et de ses conséquences économiques et sociales sur la classe ouvrière en formation.<sup>7</sup> Plus qu'en aucun autre pays, cependant, cette modernisation s'est opposée au monde ancien, celui de la tradition restaurée depuis 1815 dans une Allemagne fragmentée. C'est au nom de cette tradition que les gouvernements allemands font peser la chape de lois répressives sur les premières organisations ouvrières, comme celle du 5 juillet 1832 qui interdit les associations à but politiques. Les revendications ouvrières s'expriment alors sur deux versants, distincts d'abord, qui se joignent en 1848.<sup>8</sup> Sur l'adret, bien éclairées par l'intérêt des historiens,

<sup>6.</sup> Annie Kriegel, « Le parti modèle : la social-démocratie allemande et la II° Internationale », in *Le pain et les roses. Jalons pour une histoire des socialismes*, Paris, PUF, 1968, pp. 247-276 ; Marie Louise Goergen, *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la II° Internationale 1889-1914*, thèse dirigée par Madeleine Rebérioux, Paris, Université de Paris-VIII Vincennes, 1998.

<sup>7.</sup> Jacques-Pierre Gougeon, La social-démocratie allemande, 1830-1996, Paris, Aubier, 1996; Gerhard A. Ritter, Arbeiter, Arbeiterbewegung und soziale Ideen in Deutschland. Beiträge zur Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts, München, Verlag C.H. Beck, 1996; Joseph Rovan, Histoire de la social-démocratie allemande, Paris, Seuil, 1978.

<sup>8.</sup> Sur ces aspects, voir Dieter Dowe, « Mehr als 125 jahre? Zur Entstehung der Arbeiterbewegung in Deutschland », in Dieter Dowe, et Kurt Klotzbach (dir.), Kämpfe, Krisen, Kompromisse. Kritische Beiträge zum 125 jährigen Jubiläum der SPD, Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf., 1989



marchent les communautés de l'exil jetées sur les routes de France, de Belgique ou de Grande-Bretagne par la répression. Là se confrontent la tradition enracinée des ouvriers gyrovagues parcourant l'Europe et la nouveauté d'une proscription plus intellectuelle, plus radicale aussi, d'un Heine ou d'un Marx. Les premières organisations socialistes allemandes sont donc celles de l'exil : Ligue des Bannis (1834), Jeune Allemagne de Stephan Born (1836), Ligue des Justes de Weitling (1837) transformée en 1847 en Ligue des communistes où entrent Marx et Engels. A l'ubac, sur le versant moins éclairé parce que plus enraciné dans les réalités sociales allemandes, se tiennent les caisses d'entraide et de secours locales, ainsi que les associations d'éducation ouvrière. La ligne de crête où se joignent les deux versants est dessinée par la révolution qui touche l'Europe et l'Allemagne en 1848.

A partir de mars, la lutte contre les gouvernements de la réaction amène les exilés de retour à conduire l'action des groupes ouvriers. Marx à Cologne, Lassalle à Düsseldorf s'efforcent de prolonger les revendications libérales par des revendications démocratiques et sociales. Les attentes sont fortes pour que des réformes sociales soient engagées après le vote de la constitution de l'Empire le 28 mars 1848, qui garantit les droits fondamentaux et les libertés d'expression et de réunion. L'agitation permet l'organisation d'associations professionnelles, comme celle des ouvriers du cigare ou celle des imprimeurs, à la conscience ouvrière plus affirmée. L'articulation n'est pas évidente, et deux perspectives s'ouvrent pour faire aboutir les revendications ouvrières. L'Allgemeine Deutsche Arbeiterverbrüderung (Fraternité générale des ouvriers allemands), d'une part, est fondée en août 1848. Elle consiste en une fédération de comités ayant pour but de défendre et de formuler les réformes, comme le suffrage universel ou l'impôt progressif sur le revenu, au moyen d'une action légale sur les autorités. 9 Cette forme d'action n'épouse guère les lignes de doctrinales de Marx et d'Engels. Ceux-ci, dans la Nouvelle Gazette Rhénane qui paraît le 1er juin 1848, mettent d'autre part l'accent sur la lutte contre la bourgeoisie allemande, qui s'est compromise avec les survivances du féodalisme. Pour certains, il s'agit d'une première expression du dualisme entre réforme et révolution qui allait marquer toute l'histoire du SPD. 10

<sup>9.</sup> Frolinde Balser, Sozial-Demokratie, 1848/49-1863 : Die erste deutsche Arbeiterorganisation « Allgemeine Arbeiterverbrüderung » nach der Revolution, Stuttgart, E. Klett, 1962, 2 vol.

<sup>10.</sup> Dieter Dowe et Kurt Klotzbach (dir.), op. cit., pp. 17-18.



La distinction n'a guère le temps d'être clarifiée et, dès la fin 1848, la révolution cède le pas devant les forces contre-révolutionnaires. Les associations ouvrières sont dissoutes en Prusse en 1854. Le débat politique, pendant les années 1850, met aux prises les tenants de la réaction et les libéraux, qui veulent refondre la constitution prussienne du 31 janvier 1850 en obtenant une majorité parlementaire. Il est donc essentiel de mobiliser les voix ouvrières. Celles-ci ne sont pas entièrement tues après 1848, et survivent sous la forme d'associations professionnelles et culturelles. L'ambition des libéraux est simple : prendre le contrôle de ces associations et devenir le porte-voix de la question sociale. C'est cette stratégie qui est brisée en 1863, par la rencontre de Lassalle avec le mouvement ouvrier.

#### LA FONDATION DU PARTI (1861-1864)

Pendant des décennies, les congrès du SPD se sont ouverts par la Marseillaise des travailleurs. Les militants chantaient alors « Nous ne comptons pas nos ennemis/Pas plus que les dangers/Car nous suivons le fier chemin/Que nous a montré Lassalle ». Une telle dévotion montre à quel point la commémoration de la fondation de l'ADAV est celle d'une rencontre entre Ferdinand Lassalle et le mouvement ouvrier. Là encore, le mythe est trompeur : le SPD d'avant 1914 a été marqué par l'œuvre de Marx, beaucoup plus que par celle de Lassalle. Le rapprochement entre les deux hommes n'est d'ailleurs pas inintéressant, et dépasse l'échange d'insultes des correspondances.

Lassalle et Marx, ce sont deux visions de la social-démocratie et de son devenir. Marx, le Rhénan né à Trèves en 1818, contre Lassalle, le Silésien né à Breslau en 1825. L'origine géographique importe : la Rhénanie, occupée par la France révolutionnaire et impériale, est marquée par cet héritage et Marx, tenant pour acquises les libertés révolutionnaires, entend démasquer la farce des droits formels qui dissimulent l'exploitation bourgeoise et la force aliénante de l'Etat. Lassalle, lui, vient d'une province

<sup>11.</sup> Rita Aldenhoff-Hubinger, Schulze-Delitzsch: ein Beitrag zur Geschichte des Liberalismus zwischen Revolution und Reichsgründung, Baden-Baden, Nomos Verlagsgessellschaft, 1984.

<sup>12.</sup> Sonia Dayan-Herzbrun, « Le socialisme scientifique de Ferdinand Lassalle », Le Mouvement social, n°95, avril-juin 1976, pp. 53-70; Sonia Dayan-Herzbrun, L'invention du parti ouvrier. Aux origines de la social-démocratie allemande (1848-1864), Paris, L'Harmattan, 1990; S. Na'aman, Lassalle, Hanovre, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, 1970; Thilo Ramm, Ferdinand Lassalle als Rechts - und Sozialphilosoph, Meisenheim am Glan, Westkulturverlag, 1956.



prussienne qui n'a guère connu l'influence directe de la Révolution française. Le suffrage universel et les libertés fondamentales sont des conquêtes qu'il faut arracher ; l'Etat reste le contrefort essentiel à toute transformation sociale. Certes, tous deux fréquentent les Jeunes hégéliens des années 1840, et tous deux portent la marque de l'héritage hégélien, même s'ils ne l'assument pas de la même façon. A la différence de Marx, qui s'est efforcé de remettre la dialectique hégélienne sur ses pieds en l'établissant sur les rapports matériels de classe, Lassalle ne se dépare jamais d'une compréhension idéaliste de la classe ouvrière, dépositaire d'une idée qui doit lui être révélée et qu'elle doit porter dans le monde. 1848 creuse le fossé entre les deux hommes, qui ont pris une part importante à la Révolution : Marx s'exile à Londres et n'a qu'un rapport indirect au mouvement ouvrier ; Lassalle reste en Allemagne et entend diffuser ses idées à un large public. L'élaboration de l'œuvre des deux hommes ne suit pas la même voix : Marx se consacre, dans son exil, à l'écriture d'une seule œuvre, qu'il ne terminera jamais. Lassalle, lui, poursuit sa propagande sur tous les fronts, ceux de la philosophie (La philosophie d'Héraclite l'Obscur, 1858), du théâtre (Franz von Sickingen, 1859), du droit (Le système des droits acquis, 1861) ou de l'économie (Capital et travail, 1864). L'œuvre théorique est indissociable de l'action politique, rendue possible par la crise constitutionnelle de 1861-1862.

La réforme de l'armée, voulue par le roi Guillaume I<sup>er</sup> à cette période, se heurte à l'opposition des libéraux, dont une fraction, pour défendre la réforme constitutionnelle, fonde le parti progressiste pour les élections de 1861. Le roi dissout l'Assemblée pour annuler la victoire des progressistes, mais les nouvelles élections de 1862 confirment leur succès. La crise porte sur la Constitution elle-même, qui ne prévoit pas le conflit entre le roi et la Chambre, et n'est résolue que par l'intervention décisive de Bismarck, devenu ministre-chancelier de Prusse en septembre 1862. L'enjeu électoral impose au parti progressiste de rallier un large éventail de voix, dont celles des ouvriers. L'agitation alors menée par Lassalle doit être comprise dans ce contexte : pour détourner les ouvriers des progressistes, il prononce une conférence le 12 avril 1862, intitulée Programme ouvrier. Il y expose une théorie de l'histoire, où chaque état imprime sa marque par le principe ou l'idée qui l'anime, le passage d'une période à l'autre étant scellée du cachet révolutionnaire. 1789 a symbolisé la fin de la noblesse et de la propriété foncière ; 1848 a sonné le glas de la bourgeoisie et du capital. Vient l'ère du quatrième état, exclu jusque-là de l'ordre politique, qui doit s'y intégrer par le suffrage universel, pour réaliser le principe d'un Etat démocratique.



Ce discours rencontre un écho inattendu. Dans les années 1860, les associations ouvrières se multiplient par des initiatives locales, patronnées par les progressistes qui se gardent d'inscrire les réformes sociales dans leur programme. La déception de certaines organisations, comme l'union d'éducation ouvrière de Leipzig fondée en 1861, les conduit à revendiquer une expression politique indépendante et à convoquer un congrès des travailleurs allemands. Le comité chargé de l'opération adresse le 4 décembre 1862 une lettre pour lui demander un programme inspiré de sa conférence. Celui-ci répond par une lettre ouverte le 1<sup>er</sup> mars 1863, dans laquelle il appelle les militants à demander le suffrage universel, ainsi que la création de coopératives de production financées par l'Etat. Lassalle entrevoit la possibilité de créer un parti socialiste et ouvrier indépendant, finalement fondé à Leipzig le 23 mai 1863. Le nouveau parti adopte une structure autoritaire : Lassalle est élu à sa tête pour cinq ans, avec des pouvoirs qui l'autorisent à prendre seul les décisions si le contexte l'exige. Un tel pouvoir est accepté d'une personnalité charismatique comme Lassalle. Mais lorsqu'il meurt à l'issue du duel le 31 août 1864, ses successeurs ne parviennent guère à maintenir autour d'eux la flamme militante.

### DIVISIONS ET RASSEMBLEMENT (1864-1875)

Du vivant même de Lassalle, les pouvoirs accordés au président de l'ADAV suscitent la méfiance, au point que le parti ne compte guère qu'un millier de membres en 1864. Les organisations dominées par les progressistes fondent, dès juin 1863, une organisation concurrente, plus hétéroclite puisqu'elle réunit des militants ouvriers, comme Wilhelm Liebknecht et August Bebel, et des dirigeants libéraux. Entre ces groupes, le plus petit dénominateur commun reste l'hostilité à l'ADAV, partisane de l'union allemande autour de la Prusse et d'une intervention énergique de l'Etat, fondé sur le suffrage universel, en faveur des associations ouvrières de production. Les progressistes refusent que l'union favorise la Prusse, tout comme l'organisation hiérarchique voulue par Lassalle.

La guerre austro-prussienne de 1866, qui exclut l'Autriche de la dynamique unitaire allemande, fait bouger la ligne. En 1868, Bebel et Liebknecht mettent à l'ordre du jour l'adhésion à l'AIT, interprétée par les libéraux comme un acte de trahison envers la

<sup>13.</sup> F. L. Carsten, « The Arbeiterbildungsvereine and the Foundation of the Social-Democratic Workers Party in 1869 », *The English Historical Review*, vol. 107, n°423, avril 1992, pp. 361-377.



nation allemande. Par ailleurs, l'organisation se centralise avec l'élection en 1868 d'un président, August Bebel, qui favorise le contrôle des organisations professionnelles sous la houlette du parti. A nouveau, ces choix ne peuvent être acceptés par les libéraux, qui organisent eux-mêmes leurs propres organisations professionnelles. La scission a lieu au congrès d'Eisenach en août 1869 : les libéraux quittent le mouvement, et les dirigeants ouvriers fondent le Sozialistische Deutsch Arbeiterpartei (SDAP), dont le programme est nettement teinté des idées de Marx : la lutte pour l'émancipation du prolétariat passe par l'abolition du mode de production capitaliste et l'institution du collectivisme, ainsi que par l'agitation politique appuyée du suffrage universel et de la création d'un parti autonome. Paradoxalement, cette ligne est assez proche de celle de l'ADAV. La guerre franco-prussienne en 1870 retarde le rapprochement : alors que les députés du SDAP condamnent la guerre au nom de l'internationalisme ouvrier, les députés de l'ADAV soutiennent Bismarck. Il faut quatre années pour que les militants des deux organisations se rapprochent par la commune hostilité que leur manifeste le chancelier de fer : en 1875, au congrès de Gotha, le SDAP et l'ADAV s'unissent et adoptent un programme de compromis. Après une décennie, la social-démocratie allemande est née.

La commémoration de 1863 prend ici son sens. Il ne s'agit pas tant de célébrer la naissance de la social-démocratie allemande que de marquer une rupture décisive dans l'histoire du socialisme européen. Pour la première fois, les revendications du mouvement ouvrier s'expriment par une organisation partisane qui doit en assurer la diffusion et en formaliser la lutte. Pour la première fois, la parole ouvrière se fait entendre de façon autonome, avec ses exigences propres. L'horizon d'une rupture révolutionnaire reste forte, naturellement, mais l'institution d'un parti réclamant le suffrage universel engage une autre dynamique, celle d'une intégration démocratique. Et au fond, restituer la geste de Lassalle dans cette perspective permet de nuancer l'exception allemande : c'est en 1863 que les ouvriers français présentent pour la première fois des candidats ouvriers à une élection. Et c'est en 1864 que l'AIT, dans ses statuts, formule cette exigence d'une parole propre aux travailleurs. La commémoration de la fondation de l'ADAV dépasse largement, de ce point de vue, le cas allemand, expliquant la présence des représentants d'autres partis le 23 mai 2013. Et comme elle donne le signal d'une intégration, fût-elle négative, à l'espace politique allemand, elle dépasse l'histoire socialiste, justifiant l'invitation d'Angela Merkel.



#### HÉRITAGES

Ni tout à fait nationale, ni tout à fait socialiste, la commémoration du 23 mai porte l'interrogation sur les fondements mêmes des partis socialistes, dont la genèse est comparable en France et en Allemagne. La formulation d'une parole ouvrière distincte des factions bourgeoises avancées fonde l'initiative du comité de Leipzig en Allemagne et suscite en France la rédaction du *Manifeste des Soixante* en 1864, qui justifie les candidatures ouvrières aux élections législatives. La question divise également, après la Commune, les coopérateurs favorables à l'alliance avec les républicains, et les collectivistes, qui créent le premier parti ouvrier en France en 1879. Cette étape est fondamentale, parce qu'elle prolonge la réforme politique par la réforme sociale. Elle précède, pratiquement et conceptuellement, la fondation d'un parti politique qui doit alors fixer sa position par rapport aux institutions existantes.

A nouveau, ce débat est présent des deux côtés du Rhin, parce que les nouveaux partis doivent composer avec des régimes neufs. Le fait que Lassalle entre en discussion avec Bismarck sur certaines questions, comme celle du suffrage universel, prouve que l'ADAV n'exclut pas toute négociation avec le régime, même conservateur. Il faut l'unification allemande de 1871, puis la politique franchement hostile de Bismarck contre les « ennemis de l'Empire », pour que la social-démocratie adopte sa position d'extériorité. En France, les socialistes se divisent après 1879 entre anarchistes et collectivistes, entre possibilistes et guesdistes, parce que les uns et les autres ne s'entendent pas sur le conservatisme d'une république désormais gagnée aux républicains. Pour les uns, la transformation de l'ordre social doit subvertir les structures économiques et sociales existantes, qui contiennent le germe d'une société socialiste. Pour les autres, cet idéal ne peut advenir que sur les ruines fumantes d'une société morte.

Les deux positions se juxtaposent dans les deux pays, parce que l'hostilité du régime ou la faiblesse électorale ne rend pas le choix inéluctable. Avec les succès électoraux des années 1890, massifs pour la social-démocratie, plus nuancés pour le socialisme français, avec l'amélioration de la conjoncture économique qui éloigne la perspective de l'effondrement apocalyptique du capitalisme après 1896, il faut choisir entre la réforme et la révolution. La question n'est pas tranchée, malgré l'hostilité soulevée par le révisionnisme d'Eduard Bernstein en Allemagne, et l'entrée du socialiste Alexandre



Millerand dans un gouvernement bourgeois en France. Dans les deux cas, l'unité partisane permet d'intérioriser le dilemme, sans aboutir à la scission : dans la période de structuration partisane, ce paradoxe aurait pris la forme d'une scission entre deux partis rivaux ; avec l'unité, il ne s'agit que d'une lutte entre deux tendances. Le SPD d'Erfurt, institué en 1891, comme la SFIO, fondée en 1905, rejettent explicitement les institutions bourgeoises, tout en tolérant à l'intérieur des groupes favorables à la négociation. D'une certaine manière, la poursuite de l'unité a permis l'acclimatation démocratique du socialisme en développant, sur deux plans distincts, deux aspirations profondes du mouvement ouvrier, l'intégration sociale et l'opposition radicale. On peut, en toute légitimité, poser l'hypothèse d'une genèse partagée, pendant laquelle les questions, identiques, donnent lieu à des choix distincts, mais comparables. Le socialisme se définit alors comme un ensemble de questions communes esquissant un nœud de problèmes, sur l'identité ouvrière et son mode de représentation, sur le rapport entre théorie et pratique, sur l'articulation à l'Etat.

Tel pourrait être, en définitive, l'héritage qui sera célébré le 23 mai 2013. Il ne s'agit pas d'un ensemble de principes clairement exposés dans une doctrine arrêtée, marquant la frontière entre le monde socialiste et les autres mondes possibles. Les commémorations précédentes de 1913 ou de 1925, étudiées par Sonia Dayan-Herzbrun, montrent plutôt une occultation de la référence lassalléenne indissociable de la fondation de la social-démocratie allemande. Lassalle n'est plus guère invoqué par les dirigeants sociaux-démocrates, qui lui préfèrent des figures plus modernes et mieux connues, comme celle de Willy Brandt. Ce que la période de création de l'ADAV a transmis, c'est un ensemble de questions dont les réponses — provisoires — n'ont été trouvées qu'au prix de tâtonnements et d'adaptations.

<sup>14.</sup> Sonia Dayan-Herzbrun, Mythes et mémoire du mouvement ouvrier. Le cas Ferdinand Lassalle, Paris, L'Harmattan, 1990.